



SNU, le grand malentendu

Par **Bénédicte Chéron**

ILS SONT 18 000, annonce le gouvernement, à se lancer dans une nouvelle phase du développement du SNU (Service national universel) ce lundi. Des annonces floues de 2017 à la première expérimentation de 2019, tout, ou presque, a été dit sur ce projet.

À ce stade pourtant, une question centrale demeure sans réponse : comment un gouvernement pourrait-il rendre ce dispositif obligatoire, comme cela est projeté ?

Toute l'histoire du service militaire puis du service national le montre : une obligation n'est acceptée que lorsque sa finalité fait l'objet d'un consensus social suffisamment fort pour que ses contraintes soient admises. Si le service militaire a fonctionné à partir de 1905, c'est parce que ce consensus, peu ou prou, existait : une menace toute proche pesait sur les Français. Et c'est parce que ce consensus a commencé à se diluer que, déjà, dans les années 1960, le service militaire a connu ses premiers signes de faiblesse.

Avec le SNU, le gouvernement se situe dans un autre registre : celui des « valeurs », avec leur lot de flou sémantique, et du projet politique qu'elles animent. Or, en démocratie, le diagnostic d'une crise de cohésion sociale et nationale autant que les voies à emprunter pour la résoudre ne peuvent, par nature, qu'être l'objet d'un débat contradictoire permanent.

Colorer le dispositif par des codes et des rites militaires ne suffira pas à masquer la faiblesse intrinsèque du projet. L'uniforme, le salut au drapeau, le cérémonial bien réglé répondent dans les armées à une histoire longue et s'ordonnent à une finalité concrète clairement établie : la défense de la nation par les armes. Sortis de leur contexte, plaqués sur un dispositif dont personne n'est capable de dire à quoi il doit concrètement mener, ces rites perdent leur sens. À court terme, ils permettent de fabriquer des images flatteuses, propres à pallier le caractère nébuleux des finalités assignées à ce nouveau SNU. Mais ne nous leurrions pas : ils ne suffiront pas à créer une adhésion sociale suffisante pour que l'obligation soit un jour possible. ●

* Dernier ouvrage paru : « Le Soldat méconnu – Les Français et leurs armées : état des lieux », Armand Colin, 2018.



FRANÇOIS BOLDUON

HISTORIENNE, MAÎTRE DE CONFÉRENCES
À L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS*

